

AVIS DE MARCHÉ
(Montant inférieur aux seuils communautaires)

Fournitures ☐
Services ☐
Travaux ☒

Date de parution	05/03/2015		
Numéro d'avis	PA2015036		
Type de procédure	Procédure Adaptée de type restreinte conformément à l'article 10 du décret n°2005-1742 du 30 décembre 2005 modifié		
Nom du service acheteur	Adresse	Banque de France Direction Générale de la Fabrication des Billets DEPARTEMENT ACHATS Code courrier interne : 90-80107 10 Bd Duclaux – CS30100 63407 CHAMALIERES CEDEX	
Personne en charge du dossier	Nom du Responsable du dossier :	Michel ANTONY & Marie PASCALE-ABOULFARAJ Téléphone : 04 73 17 40 88 04 73 17 40 09 Fax : 04 73 17 41 32	
	Profil acheteur :	https://banque-france.achatpublic.com	
Intitulé du marché	«Travaux de démolition des chaudières et désamiantage»		
Description de l'objet du marché	Le présent marché a pour objet des travaux de démolition de deux chaudières fioul lourd BABCOCK & WILCOX avec désamiantage de joints et des prestations de désamiantage annexes sur un site industriel : - Désamiantage de capots dans le local turbines. - Désamiantage du revêtement de sol d'une partie des vestiaires et bureaux bat B 2eme étage. À l'issue de la phase de sélection des candidats, une visite obligatoire du site de la Papeterie sera organisée pour les candidats retenus avant la remise des offres. L'organisation en sera précisée dans la lettre de consultation.		
Code CPV	45111000-8 Travaux de démolition, Travaux de préparation, Travaux de dégagement de chantier 45262660-5 Travaux de désamiantage		
Secteur(s) d'activité	1. Travaux Immobiliers		
Division en lots	Non		
Lieu d'exécution, de livraison ou de prestation	Banque de France – Papeterie –Longues - VIC LE COMTE 63270		
Durée du marché	6 mois		

Variantes	Les variantes ne sont pas autorisées
Questions / réponses	Le candidat peut demander tout renseignement qu'il jugerait nécessaire au cours de l'établissement de sa candidature, en respectant les règles suivantes : - Les demandes de renseignements ou les questions sont posées via la plateforme (rubrique questions/réponses) sur laquelle figure également la réponse qui lui est apportée. - Chaque question doit faire référence à un document, une page, un chapitre et un paragraphe. Les candidats sont invités à communiquer leurs questions au plus tard le <u>23/03/2015</u> Toute question posée après cette date ne sera pas prise en compte. Les réponses à toutes les questions posées sont systématiquement communiquées à l'ensemble des candidats identifiés sur la plateforme et ce par courrier électronique, au plus tard 4 jours avant la date limite de réception des candidatures. Les réponses peuvent être regroupées.
Accès aux documents de la consultation	La « déclaration du candidat » est téléchargeable sur la plateforme de dématérialisation des achats de la Banque de France, à l'adresse suivante : https://banque-france.achatpublic.com dans la rubrique « PIECES DE MARCHE » - dossier d'appel à candidature - DAC Attention: il est rappelé aux candidats que lors du téléchargement du dossier de consultation sur la plate-forme, ils ne sont pas obligés de s'identifier. Mais s'ils ne procèdent pas à cette formalité, ils ne seront pas avertis par la plate-forme des éventuels modifications ou correctifs opérés dans le cadre de la consultation et ils ne recevront pas les réponses aux questions posées. En cas de problèmes sur la plateforme, veuillez contacter le support achat public à l'adresse courriel : support@achatpublic.com ou par téléphone au tél. +33 0892 23 21 20 (Pour les pays étrangers + 33 1 48 07 53 42)
Date limite de dépôt des dossiers de candidatures	La date limite de remise des candidatures est fixée au 30/03/2015 à 16H00
Modalités de remise des candidatures	Les plis contenant <u>les candidatures</u> comportant la mention « <u>PA2015036</u> » devront parvenir avant les date et heure limites indiquées ci-dessus, soit : 1) Remise de la candidature par voie dématérialisée : Via le site: https://banque-france.achatpublic.com. Les documents devront être déposés dans la rubrique « Répondre à la consultation ». Le téléchargement de la candidature doit être impérativement terminé au plus tard aux date et heure limites indiquées ci-dessus, sous peine de rejet par le système informatique. Il est donc conseillé de débiter le téléchargement du pli suffisamment à l'avance. Le dépôt du pli sur la plate-forme génère automatiquement un accusé de réception par courrier électronique. Chaque fichier devra être inférieur à 40 Mo, en cas de taille supérieure, il devra être découpé. Les documents remis sur la plateforme devront chacun être <u>signés électroniquement au</u>

moyen d'un certificat établi au nom de la personne physique habilitée à engager la société. En cas de remise réalisée par une autre personne, la personne habilitée à engager la société peut utiliser le parapheur disponible sur le site de la plateforme (rubrique outils/outil de vérification /Gestion de parapheurs – le manuel associé est dans la documentation) pour signer électroniquement les documents.

Les formats électroniques dans lesquels pourront être transmis les documents du pli sont les suivants : Word, Excel ou PDF signés.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité dans le moyen et long terme.

Seuls les certificats de signature conformes au Référentiel général de sécurité (RGS) sont autorisés (niveaux ** et *** RGS) sur la plateforme.

Attention : depuis le 19 mai 2013, les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés par la plateforme.

Les certificats de signature qualifiés RGS sont commercialisés par des prestataires de services de confiance qualifiés dont une liste est disponible à l'adresse :

<http://www.ssi.gouv.fr/fr/certification-qualification/qualification-d-un-prestataire-de-service-de-confiance>

(Ainsi que sur <http://www.lsti-certification.fr/>.)

Les certificats de signature électronique doivent :

1. Soit être conformes à l'une des catégories de certificats constitutifs d'un produit de sécurité figurant sur la liste des produits de sécurité accessible sur le site www.references.modernisation.gouv.fr (<http://references.modernisation.gouv.fr/>)
2. Soit être délivrés par une autorité de certification européenne mentionnée sur la Trust-service Status List, <http://euts1.3xasecurity.com/tools/>
3. Soit être délivrés par une autorité de certification, française ou étrangère, et répondre à des normes équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

La demande de certificat doit être anticipée le plus tôt possible.

Pour apposer sa signature, le signataire utilise l'outil de signature de son choix.

Le soumissionnaire transmet, avec le document signé, le mode d'emploi permettant de procéder aux vérifications nécessaires. Le mode d'emploi contient, à minima, dans tous les cas, la procédure permettant la vérification de la validité de la signature.

Le soumissionnaire qui utilise l'outil de signature proposé par la plateforme de dématérialisation des marchés de la Banque de France, est dispensé de fournir la procédure de vérification de la signature.

Lorsque le soumissionnaire utilise l'outil de signature mentionné au 2 ci-dessus, le mode d'emploi doit également contenir l'adresse du site Internet du référencement du soumissionnaire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat de signature, qui comportent au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

La signature est au format : XAdES, CAdES ou PAdES.

Si le candidat souhaite vérifier la signature d'un document, il peut utiliser l'outil de

vérification de signature fourni par la plate-forme dans la rubrique « outils informatiques ».

La signature d'un fichier compressé (Zip), ou d'un fichier comportant plusieurs documents, ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Si la signature électronique est apposée au moyen d'un parapheur électronique, chaque signature doit pouvoir être vérifiée indépendamment des autres.

Les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur ne font pas l'objet d'une réparation.

Une copie de sauvegarde, peut être envoyée dans les conditions définies par l'arrêté du 14/12/2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics. La copie de sauvegarde peut être transmise soit sur support physique électronique signé électroniquement soit sur support papier, et doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ».

Cette copie de sauvegarde doit parvenir, à l'une des 2 adresses ci-dessous, dans les délais impartis pour la remise des candidatures.

2) Remise de la candidature par voie papier :

Par courrier :

Fabrication des Billets – Imprimerie
Michel ANTONY & Marie PASCALE-ABOULFARAJ
10, Bd Duclaux – CS30100– 63407- CHAMALIÈRES CEDEX

Par dépôt contre récépissé au :

Guichet d'accueil des visiteurs à cette même adresse, (horaires: les jours ouvrables du LUNDI AU VENDREDI de 7: 00 à 16: 00).

Les pièces constitutives du dossier papier à remettre par chaque soumissionnaire seront présentées sous une enveloppe fermée qui portera exclusivement et impérativement les mentions suivantes :

1 - Le cachet du soumissionnaire (en cas de groupement d'entreprises cachet du mandataire ou à défaut de l'ensemble des entreprises constituant le groupement)

2 - La mention : « **Démolition chaufferie** ».

Cette enveloppe "candidature" fermée contiendra les pièces demandées dans la rubrique "**Conditions de participation**" du présent avis de marché.

Les plis devront parvenir à l'une des adresses indiquées ci-dessus, **IMPÉRATIVEMENT AVANT LES DATE ET HEURE LIMITES** indiquées dans la rubrique "**Date limite de dépôt des candidatures**" par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure d'arrivée.

L'expéditeur devra tenir compte des délais postaux, la Banque de France ne pouvant être tenue pour responsable des problèmes d'acheminement du courrier. Aucune candidature ne devra parvenir par courriel. Quel que soit leur mode de transmission, les plis qui parviendront sous enveloppe non fermée ne seront pas retenus et seront renvoyés à leur expéditeur.

Il conviendra de rappeler systématiquement la référence du dossier :

[PA2015036]

Conditions de Participation

(renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies).

CAPACITE JURIDIQUE :

Fournir la déclaration du candidat datée et signée, téléchargeable avec le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation à l'adresse suivante :

<https://banque-france.achatpublic.com>

CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE :

Fournir les renseignements suivants	Niveau spécifique minimal exigé
I Fourniture des attestations d'assurance civile et des risques professionnels II -- Fourniture des bilans ou extraits de bilans des trois derniers exercices II – Déclaration du chiffre d'affaires global réalisé pour chacune des 3 dernières années IV - Déclaration du chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché réalisé pour chacune des 3 dernières années (A faire figurer dans la partie 3 de la déclaration du candidat téléchargeable sur le site https://banque-france.achatpublic.com)	

CAPACITE TECHNIQUE :

Fournir les renseignements suivants	Niveau spécifique minimal exigé
- I - Présentation d'une liste de travaux exécutés au cours des 3 dernières années, appuyées d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. (ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin) II – Fourniture de l'agrément relatif à la prestation de désamiantage (norme NF X 46-011). Dans le cas, ou le candidat n'est pas lui-même agréé et fait réaliser la prestation de désamiantage par un sous-traitant. Le candidat doit fournir l'agrément détenu par le sous-traitant ou apporter la preuve qu'il disposera des services d'une entreprise bénéficiant d'un tel agrément lors de la réalisation du marché.	

	III – Description du matériel et de l'équipement technique dont l'entreprise dispose pour assurer la réalisation de travaux de même nature IV- Fourniture des certifications ISO9001, ISO14001, OHSAS, ISO18001, ou équivalent (si l'entreprise en dispose) (A mentionner dans la partie 4 de la déclaration du candidat téléchargeable sur le site https://banque-france.achatpublic.com ou renvoyer à un document annexe)	
Critères objectifs de limitation du nombre de candidats	Nombre d'opérateurs envisagé : 5 Les entreprises, dont la candidature est recevable au regard notamment des exigences posées ci-dessous, sont sélectionnées en fonction des critères suivants : 1) Capacité technique (pondérée à 60%) apprécié selon : - compétences technique et expérience dans les domaines concernés 40% - moyens matériels (10%) - politique qualité (10%) 2) Capacité financière (pondérée à 40%)	
Informations complémentaires	Si le candidat fait valoir les capacités d'autres opérateurs économiques [quelle que soit la nature juridique des liens existant avec eux : groupement (spécifier expressément le nom du mandataire), sous-traitance, filiale ou autre], il fournit l'ensemble des documents exigés en matière juridique, économique, financière et technique et justifie qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Dans l'hypothèse où le marché serait attribué à un groupement, la Banque de France exigerait la transformation du groupement attributaire en groupement momentané d'entreprises solidaires. Langue pouvant être utilisée dans la demande de participation ou dans l'offre : français Une visite à caractère obligatoire est prévue au stade des offres pour les candidats retenus. Les conditions seront définies au règlement de consultation.	
Procédures de recours	Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 Paris cedex 04. greffe.ta-paris@juradm.fr Tél : +33 1 44 59 44 00. www.conseil-etat.fr Introduction des recours : Précision concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : possibilité d'introduire un référé précontractuel jusqu'à la conclusion du contrat en vertu des articles L 551-1 et suivants du Code de justice administrative.	